PRÉSIDENCE DU FASO

CAPES
Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

BURKINA FASO
La Patrie ou la Mort nous Vaincrons

POLICY PAPER

Déterminants de l'accès au premier emploi des diplômés sortants des universités au Burkina Faso

Résumé

Le chômage des jeunes au Burkina Faso s'accentue avec leur niveau d'instruction. Plus du tiers des jeunes ayant atteint le niveau supérieur sont au chômage (34,5%). Pour mieux appréhender le problème, l'étude analyse les facteurs influençant l'accès au premier emploi des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur au Burkina Faso. Elle utilise des données issues de l'Enquête sur l'insertion professionnelle des sortants de l'enseignement supérieur menée au Burkina Faso de septembre à octobre 2019 auprès de 1648 diplômés âgés de 20 à 35 ans, provenant d'universités publiques et privées.

À partir d'analyses descriptives et d'un modèle économétrique Logit, l'étude met en évidence plusieurs déterminants clés de l'insertion professionnelle. L'accès au premier emploi des diplômés universitaires est principalement déterminé par l'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail, suivie par la filière d'études, l'âge et la formation complémentaire. Être une femme, résider dans les grands pôles urbains, dépendre principalement du capital social pour rechercher un emploi ou vivre dans une famille élargie réduit significativement les chances d'insertion professionnelle.

Ces résultats suggèrent que les politiques publiques devraient prioritairement agir sur l'amélioration de l'adéquation formation-emploi, le renforcement des compétences complémentaires, l'accompagnement ciblé des femmes diplômées et le développement de mécanismes institutionnels d'intermédiation professionnelle afin de faciliter la transition entre l'université et le marché du travail.

Boama Joël TANDAMBA

Chef du département Évaluation et Capitalisation des Politiques publiques

MARS 2026

I. Introduction - Contexte - Justification

Au Burkina Faso, le problème de l'emploi des jeunes constitue un véritable défi à relever. Le chômage touche environ 293 299 personnes âgées de 16 ans ou plus en 2023, soit 5,3% de la main d'œuvre (INSD 2023). Il se caractérise particulièrement par le chômage élevé des jeunes diplômés, la vulnérabilité des femmes sur le marché du travail, le sous-emploi élevé en milieu rural, la forte proportion des jeunes et des femmes dans l'économie informelle, et le faible développement des compétences des jeunes et des femmes.

~ 293 299

personnes âgées de 16 ans ou plus, soit 5,3% de la main d'œuvre (INSD 2023) sont touchées par le chômage en 2023.

En effet, selon l'INSD, 2024, plus du tiers des jeunes ayant un niveau supérieur sont au chômage (34,5%), contre 17,2% chez les jeunes de niveau secondaire, 11,3% pour ceux de niveau primaire. Seulement 5,4% des jeunes non instruits sont au chômage. On note également que de 60 % des diplômés travaillent dans le secteur informel (petit commerce, services numériques de rue) ou occupent des postes ne nécessitant qu'un niveau BEPC ou Baccalauréat. En moyenne, un diplômé met 3 à 5 ans après sa sortie de l'université pour décrocher un premier emploi stable.. Le chômage des jeunes serait en partie lié à la faible employabilité des formés dans le système éducatif national.

Pour juguler la crise de l'emploi qui touche les diplômés du supérieur, l'État burkinabè a progressivement structuré son action autour d'un faisceau d'instruments de politiques publiques. Ce cadre d'intervention repose sur des orientations macro-stratégiques telles que les politiques nationales de l'Emploi, de la Jeunesse et de l'EFTP combinées aux actions opérationnelles de l'ANPE. Cette dynamique se déploie à travers deux leviers complémentaires : d'une part, le soutien à l'auto-emploi via des guichets de financement ciblés (Faso Kuna Wili, FAARF, PPEJ) et, d'autre part, le renforcement du capital humain porté par des dispositifs de pointe (incubateurs de la CCI-BF, réseau des ENO et l'UVBF). Bien que d'ancrages divers, ces mécanismes convergent tous vers un triple objectif de chaîne de résultats : accroître l'employabilité des jeunes, professionnaliser leurs compétences et fluidifier leur insertion socioprofessionnelle (Béogo, 2025 ; Kobre, 2022).

Malgré la multiplicité des programmes et dispositifs publics consacrés à l'emploi des jeunes, la persistance d'un chômage élevé parmi les diplômés universitaires interroge la pertinence des réponses apportées jusqu'à présent. La question n'est plus seulement de savoir si le Burkina Faso dispose d'instruments de promotion de l'emploi des jeunes, mais plutôt de déterminer dans quelle mesure ces instruments sont conçus pour répondre aux véritables déterminants de l'employabilité des diplômés. Les politiques actuelles ciblent-elles suffisamment les facteurs qui influencent l'accès au premier emploi, notamment l'adéquation entre les formations et les besoins du marché du travail, les inégalités de genre, les disparités territoriales, la qualité de

~ 5,4%

seulement des jeunes non instuits sont au chômage au Burkina (INSD 2023)

l'accompagnement à l'insertion professionnelle et le développement des compétences complémentaires ? Cette interrogation est au cœur de la présente étude qui vise à éclairer les décideurs sur les leviers les plus susceptibles d'améliorer durablement l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur au Burkina Faso.

L'objectif de cette contribution est d'analyser les déterminants du premier emploi des sortants des universités en mettant en exergue certaines caractéristiques de discrimination.

La présente note de politique est articulée en trois sections. La première section présente la méthodologie adoptée et les données mobilisées. La deuxième section expose les principaux résultats et la troisième section met en exergue les implications de politiques tout en proposant des recommandations.

II. Méthodologie

L'étude utilise les données de l'Enquête sur l'insertion professionnelle des sortants de l'enseignement supérieur menée au Burkina Faso de septembre à octobre 2019. L'enquête a été conduite par la Direction Générale des Etudes Statistiques et Sectorielles (DGESS-MESRI). Des informations portant sur le niveau d'études/formation, le parcours professionnel, les données relatives au premier emploi et la situation de chômage, ont été collectées auprès des jeunes sortants des universités et grandes écoles âgés de de 20 à 35 ans.

Les techniques d'analyse des données utilisées sont essentiellement de la statistique descriptive et explicatives. Les techniques descriptives englobent des méthodes d'analyse univariées (une seule variable) et bivariées (deux variables).

La méthode explicative a porté sur l'estimation d'un modèle Logit car il est largement utilisé dans les recherches existantes et offre une flexibilité significative ainsi qu'une simplicité numérique. Dans notre étude, la variable dépendante « première insertion dans un emploi » entre dans la catégorie des variables dichotomiques, indiquant si l'individu interrogé a obtenu ou non un premier emploi. Notre objectif est de modéliser la probabilité d'obtenir un premier emploi en fonction de divers facteurs sociodémographiques et économiques. .

3. Principaux résultats

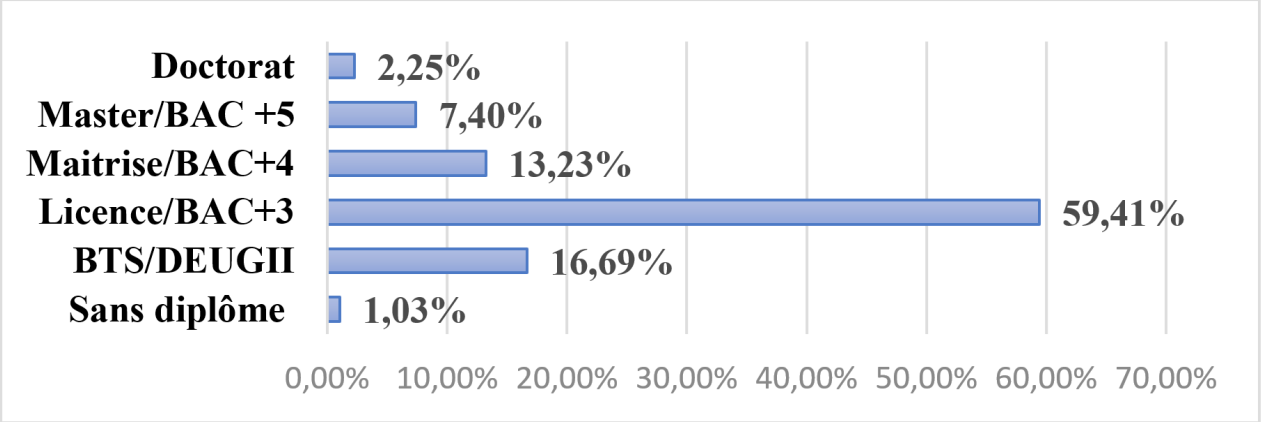
Analyse univariée

L'échantillon porte sur 1 648 jeunes âgés de 20 à 35 ans, dont 55% sont des hommes. Plus de 65% ont obtenu un premier emploi après leurs études. La tranche d'âge 25-29 ans domine l'échantillon (52%), suivie de celle des 30-35 ans (40%). Les 20-24 ans sont sous-représentés avec seulement 8%. Concernant l'espérance du temps mis pour obtenir un premier emploi, 38% mettent entre 1 et 3 ans pour trouver un premier emploi, 32% des diplômés mettent moins de 1 an, et 30 % mettent au moins 3 ans. Seulement 9% obtiennent un emploi dès le premier mois.

Pour ce qui est du niveau de diplôme, plus de la moitié des répondants détiennent une licence (59%). Les diplômes inférieurs (DEUG II et BTS) concernent 17%, tandis que 1% n'ont aucun diplôme universitaire en dehors du BAC. Les diplômés de niveau maitrise ou BAC+4 représentent 13%, ceux avec un niveau BAC+5 ou masters 7%, et les titulaires de doctorats 3%.

Sur le plan géographique, les jeunes issus de la Région du Kadiogo sont les plus nombreux (67%), suivis de ceux du Guiriko (10%) et des autres régions (23%). Par ailleurs, 68% des jeunes sont célibataires. En matière de recherche d'emploi, 62% privilégient les méthodes classiques (concours, tests de sélection), contre 38% qui mobilisent leur capital social.

Graphique 1 : Répartition (en %) des jeunes suivant le diplôme obtenu



Source : auteur à partir des données de l'enquête

Analyse bivariée

- **Accès au premier emploi par sexe** : les hommes bénéficient d'un meilleur accès au premier emploi que les femmes. En effet, 72% des hommes accèdent au premier emploi contre 56% chez les femmes. Les hommes passent en moyenne 12,6 mois pour accéder à leur premier emploi alors que les femmes en mettent 15 mois.

- **Accès au premier emploi selon l'âge** : l'accès au premier emploi augmente avec l'âge. 74% des jeunes de la trance 30-35 ans accèdent au premier emploi. Ce taux est de 62% chez les jeunes de la tranche 25-29 ans et seulement 43% chez ceux de la tranche 20-24 ans.

- **Par rapport au statut matrimonial** : 72% des jeunes mariés ont obtenu un premier emploi, contre 61,92% des célibataires.

- **Par rapport au type d'institution d'études** : 66% des diplômés d'universités publiques ont accédé à un premier emploi, contre 63% pour ceux des universités privées.

- **Par rapport à la filière de formation** : la filière Lettres et Arts présente le taux d'accès au premier emploi le plus élevé (86%), ces diplômés étant exclusivement issus d'universités publiques. La filière Services (échanges/gestion, communication, services aux personnes et aux collectivités) enregistre un taux d'accès de 73%, dont 46% des bénéficiaires proviennent d'universités privées. Les diplômés en Sciences sociales et Droit accèdent au premier emploi à hauteur de 66%. Les filières Mathématiques et Sciences affichent un taux de 58%. La filière Pluridisciplinaire, Techniques et Production (pluri-technologique, agriculture, transformation, génie civil, mécanique, etc.) atteint 52% d'accès au premier emploi, dont 42% des employés sont issus d'universités privées. Enfin, la formation générale enregistre le taux le plus faible, 29%, les bénéficiaires étant intégralement issus d'universités publiques.

- **Selon le niveau du diplôme** : 97% des docteurs, 66% des masters (BAC+5), 68% des maîtrises (BAC+4), 64% des licences et 64% des DEUG II/BTS ont obtenu un premier emploi.

- **Selon la méthode de recherche d'emploi** : 70% des jeunes utilisant les méthodes classiques (candidatures, tests, concours) ont réussi, contre 57% pour ceux mobilisant leur capital social.

- **Par rapport à la situation familiale** : 79% des couples sans enfant ont accès à l'emploi ; 71% des couples avec enfant(s) ont accès à l'emploi et 52% dans les familles élargies accèdent à l'emploi.

Tableau n°1 : Tableau descriptif des profil-lignes de l'accessibilité à un premier emploi par les variables explicatives

		Accès au premier emploi	
		Oui	**Non**
Sexe	Femme	57%	43%
	Homme	72%	28%
Âge	[20 -24]	43%	57%
	[25 -29]	62%	38%
	[30-35]	73%	27%
Situation matrimoniale	Célibataire	62%	38%
	Marié	72%	28%
Série du Bac	Littéraire	68%	32%
	Scientifique	63%	37%
	Technique Pro	67%	33%
Statut de l'institution	Privée	63%	37%
	Publique	66%	34%
Filière de formation	Formation générale	29%	71%
	Lettre et Art	86%	14%
	Mathématiques et sciences	58%	42%
	Pluri-techno et production	52%	48%
	Sciences humaines et droit	66%	34%
	Tertiaire	73%	27%
Diplôme	Aucun diplôme	76%	24%
	BTS/DEUGII	64%	36%
	Licence/ BAC+3	64%	36%
	Maitrise/ BAC+4	68%	32%
	Master/ BAC+5	66%	34%
	Doctorat	97%	3%

		Accès au premier emploi	
		Oui	Non
Méthode de recherche	Capital social	57%	43%
	Autres méthodes	71%	30%
Secteur de travail	Secteur privé	70%	30%
	Admi_Publiq et parapublique	59%	41%
Type de ménage	Couple avec enfant	71%	29%
	Couple sans enfant	79%	21%
	Famille élargie	52%	48%
	Unipersonnel	73%	27%

Source : auteur à partir des données de l'enquête

Analyse du modèle Logit

Les facteurs les plus déterminants de l'accès au premier emploi sont l'adaptation de la formation, la filière de formation, l'âge, et le sexe

L'âge

La probabilité d'obtenir un premier emploi augmente fortement avec l'âge. Comparativement aux diplômés âgés de 20 à 24 ans, ceux de la tranche d'âge 25 à 29 ans présentent 1,83 fois plus de chances d'accéder à un premier emploi. Cette probabilité est multipliée par 3,41 pour les diplômés âgés de 30 à 34 ans. Ce résultat suggère que l'insertion professionnelle s'améliore progressivement avec l'avancée en âge. Cette situation pourrait s'expliquer par l'accumulation graduelle de compétences, d'expériences professionnelles et de savoir-faire valorisés sur le marché du travail. Elle peut également refléter une meilleure maîtrise des stratégies de recherche d'emploi ainsi qu'un élargissement du réseau professionnel au fil du temps. En outre, certains postes requièrent des niveaux d'expérience ou de maturité professionnelle qui favorisent davantage les candidats plus âgés. Ces résultats soulignent les difficultés particulières auxquelles sont confrontés les jeunes diplômés lors de leur transition initiale entre le système de formation et le marché du travail.

Le sexe

Les femmes rencontrent plus de difficultés à accéder au premier emploi. Elles ont environ 47 % moins de chances d'accéder à un premier emploi que les hommes, toutes choses égales par ailleurs. Cela peut s'expliquer par des facteurs sociaux, culturels ou structurels :

- discrimination ou stéréotypes de genre sur le marché du travail ;
- moindre accès à certains réseaux professionnels ou secteurs d'activité ;
- contraintes familiales ou sociales qui limitent la mobilité ou la disponibilité de la femme pour certains emplois.

Adéquation de la formation

Les diplômés dont les compétences correspondent aux besoins du marché du travail ont une probabilité exceptionnellement plus élevée d'obtenir un premier emploi. En effet, ceux disposant d'une formation adaptée ont 79 fois plus de chance comparée à ceux n'es disposant pas. Les surqualifiés et les sous-qualifiés ont respectivement 40 fois et 27 fois plus de chance que les jeune ne disposant d'aucune compétence adaptée. Ce résultat confirme que l'employabilité dépend avant tout de la correspondance entre les compétences acquises et les besoins des employeurs. L'inadéquation

formation-emploi apparaît ainsi comme l'une des principales causes du chômage des diplômés universitaires.

Ce résultat confirme également la pertinence des mécanismes de développement des compétences mis en place au Burkina Faso, notamment la Maison des Compétences, dont la mission est de rapprocher les besoins des entreprises des offres de formation. En favorisant l'identification des compétences recherchées par le secteur productif, l'accompagnement des établissements de formation et le renforcement des capacités des jeunes, ce dispositif constitue un instrument stratégique de réduction de l'inadéquation formation-emploi, principal facteur explicatif de l'accès au premier emploi mis en évidence par cette étude.

Compte tenu du rôle central de l'adéquation formation-emploi dans l'accès au premier emploi, cette structure pourrait être davantage mobilisée pour anticiper les besoins du marché du travail, accompagner l'adaptation des curricula universitaires, promouvoir les formations complémentaires certifiantes et faciliter la transition des diplômés vers l'emploi. Son positionnement transversal lui confère un potentiel important pour soutenir la mise en cohérence des politiques d'éducation, de formation professionnelle et d'emploi.

Filières

Par rapport à la filière de référence (formation générale), les diplômés des filières suivantes ont significativement plus de chances d'obtenir un premier emploi :

- Lettres et arts :14 fois plus de chance ;
- Sciences humaines et droit : 4 fois plus de chance ;
- Tertiaire (échanges/gestion, communication, services aux personnes et aux collectivités) : 5 fois plus de chance ;

La filière « Lettres et arts » présente l'effet le plus élevé avec une probabilité d'insertion près de 14 fois supérieure. Toutefois, ce résultat pourrait être influencé par un effectif relativement faible dans cette catégorie.

Un effet de taille d'échantillon ou de sélection peut amplifier le rapport de cote si le nombre de diplômés dans cette filière est faible mais qu'ils accèdent rapidement à l'emploi.

Capital social

Un capital social plus élevé est associé à une moindre probabilité d'obtenir un premier. Les diplômés qui s'appuient principalement sur leurs réseaux personnels ont environ 55 % moins de chances d'obtenir un premier emploi que ceux qui utilisent les méthodes formelles de recherche d'emploi.

Ce résultat suggère que les concours, appels à candidatures, tests de sélection et autres mécanismes institutionnels sont plus efficaces que les réseaux informels pour accéder au marché du travail formel. Cela implique de renforcer davantage les mécanismes institutionnels d'intermédiation professionnelle et d'accompagnement des chercheurs d'emploi.

Un effet négatif du capital social sur l'accès au premier emploi peut sembler contre-intuitif, car on s'attend généralement à ce que les réseaux sociaux facilitent l'insertion professionnelle.

Régions

Résider dans les grandes régions réduit la probabilité d'obtenir un premier emploi par rapport à la région de référence (autres régions). Au Centre (Kadiogo) les jeunes ont 0,55 fois moins de chance ; dans les Hauts-Bassins (Guiriko) 0,60 fois moins de chance que les autres régions. Il faudrait par conséquent soutenir et renforcer la régionalisation des universités.

Situation matrimoniale

Être marié augmente de 1,60 fois la probabilité d'obtenir un premier emploi par rapport aux célibataires.

Famille élargie

Vivre dans une famille élargie réduit de 0,41 la probabilité d'obtenir un premier emploi.

Formation supplémentaire

Les diplômés ayant bénéficié d'une formation complémentaire ont environ 45 % plus de chances d'obtenir un premier emploi.

Ce résultat confirme l'importance des compétences additionnelles (numériques, linguistiques, entrepreneuriales ou techniques) dans le renforcement de l'employabilité. Les dispositifs d'accompagnement de l'insertion professionnelle des jeunes doivent faciliter l'accès à des formations au profit des étudiants.

4. Recommandations de politiques

Au vu des résultats de l'étude sur les facteurs déterminants de l'accès au premier emploi des diplômés universitaires au Burkina Faso, plusieurs recommandations peuvent être envisagées pour mieux orienter les politiques d'emploi et d'éducation, en vue d'une transition des jeunes diplômés vers des emplois stables et atténuer les inégalités observées.

Poursuivre les réformes visant l'amélioration de l'adéquation des programmes de formation aux besoins du marché

- **Action 1** : refondre des curricula en intégrant systématiquement des modules pratiques (stages obligatoires, projets professionnels, compétences numériques, techniques de recherche d'emploi) dans les parcours universitaires
- **Action 2** : Instituer des cadres de concertation permanents entre universités et employeurs pour ajuster régulièrement l'offre de formation
- **Action 3** : Renforcer le rôle de la Maison des Compétences dans la réalisation d'études prospectives sur les besoins en compétences des secteurs porteurs et dans la diffusion régulière de ces informations auprès des universités et établissements d'enseignement supérieur.

Mettre en place des programmes ciblés pour faciliter l'insertion des femmes dans le marché du travail :

- **Action 1** : déployer des dispositifs ciblés d'insertion professionnelle pour les femmes diplômées (mentorat, stages subventionnés, accompagnement à l'entrepreneuriat féminin, incitations à l'embauche)

- **Action 2** : encourager la mobilité géographique et la déconcentration des emplois par la promotion des opportunités professionnelles hors des grandes régions urbaines (information sur les emplois en régions, incitations à la mobilité, soutien à l'installation).
- **Action 3** : Développer, à travers la Maison des Compétences, des programmes de certification courte dans les domaines fortement demandés par les employeurs (numérique, gestion de projet, langues, entrepreneuriat, compétences comportementales).



Renforcer les dispositifs institutionnels d'accompagnement à l'emploi :

- **Action 1** : consolider les services publics et universitaires d'orientation et d'intermédiation professionnelle (information sur les concours, offres d'emploi, coaching à la candidature, intermédiation professionnelle)
- **Action 2** : réduire la dépendance aux réseaux informels en structurant l'accès à l'information sur l'emploi par le développement des plateformes fiables et accessibles d'offres d'emploi, de stages et de programmes d'insertion, y compris au niveau régional
- **Action 3** : renforcer la cohérence entre politiques d'éducation, de formation et d'emploi en inscrivant l'insertion professionnelle des diplômés comme objectif commun et mesurable des politiques sectorielles (éducation, emploi, jeunesse, genre).

Tableau n°2 : Ancrage institutionnel des recommandations

Résultat principal de l'étude	Enjeu identifié	Recommandation proposée	Politique/Stratégie concernée
L'adéquation formation-emploi est le facteur le plus déterminant de l'accès au premier emploi. Les diplômés dont la formation est adaptée au marché ont une probabilité nettement plus élevée d'être insérés.	Inadéquation entre les compétences produites par les universités et les besoins des employeurs.	Réviser les curricula universitaires, renforcer les stages, développer l'alternance, instaurer des cadres permanents de concertation universités-entreprises et renforcer le rôle de la Maison des Compétences dans la réalisation d'études prospectives sur les besoins en compétences des secteurs porteurs	Politique Nationale de l'Emploi (PNE) ; Politique Nationale d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (PN-EFTP) ; Stratégie Nationale de Développement des Compétences pour l'Emploi.
Les femmes ont moins de chances d'accéder à un premier emploi que les hommes.	Persistance des inégalités de genre sur le marché du travail.	Mettre en place des dispositifs ciblés d'insertion des femmes diplômées : mentorat, stages subventionnés, accompagnement entrepreneurial, incitations à l'embauche. Développer, à travers la Maison des Compétences, des programmes de certification courte dans les domaines fortement demandés par les employeurs	Politique Nationale Genre ; Politique Nationale de l'Emploi ; Politique Nationale de Jeunesse.

Résultat principal de l'étude	Enjeu identifié	Recommandation proposée	Politique/Stratégie concernée
Les filières du tertiaire, les sciences humaines, lettres et arts offrent davantage d'opportunités d'insertion que d'autres.	Faible alignement de certaines filières sur les besoins économiques.	Réaliser régulièrement des études prospectives sur les métiers porteurs et adapter l'offre de formation en conséquence.	PN-EFTP ; Politique Nationale de l'Emploi ; Réformes LMD et Assurance Qualité dans l'Enseignement Supérieur.
Les diplômés ayant suivi une formation complémentaire accèdent plus facilement à l'emploi.	Insuffisance des compétences transversales et professionnelles.	Renforcer les formations certifiantes complémentaires en numérique, entrepreneuriat, langues et compétences comportementales.	Stratégie Nationale de Développement des Compétences pour l'Emploi ; Politique Nationale de Jeunesse.
Les méthodes formelles de recherche d'emploi sont plus efficaces que le recours au capital social.	Faiblesse des mécanismes institutionnels d'accompagnement à l'emploi.	Renforcer les services publics d'emploi, les plateformes numériques, les centres universitaires d'orientation et les services d'intermédiation professionnelle.	Plan Stratégique de Développement de l'ANPE ; Politique Nationale de l'Emploi.
Les diplômés résidant dans les régions du Kadiogo et du Guiriko ont moins de chances d'obtenir un premier emploi.	Concentration géographique des diplômés et saturation du marché du travail urbain.	Encourager la mobilité géographique, promouvoir les opportunités d'emploi dans les autres régions et soutenir la déconcentration des investissements.	PND / Référentiel National de Développement ; Politique Nationale d'Aménagement du Territoire ; Politique Nationale de l'Emploi.
Les jeunes mariés ont davantage de chances d'accéder à un premier emploi.	Les responsabilités familiales peuvent accroître la motivation à l'insertion professionnelle.	Développer des programmes d'accompagnement ciblés pour les jeunes primo-demandeurs d'emploi, notamment les célibataires.	Politique Nationale de Jeunesse ; Politique Nationale de l'Emploi.
Les jeunes vivant dans une famille élargie rencontrent davantage de difficultés d'insertion.	Vulnérabilité économique et contraintes familiales pouvant limiter la recherche active d'emploi.	Renforcer les programmes d'accompagnement individualisé, de coaching et de soutien à la mobilité professionnelle.	Politique Nationale de l'Emploi ; Politique Nationale de Protection Sociale.
L'âge augmente significativement les chances d'obtenir un premier emploi.	Difficulté d'insertion des jeunes diplômés immédiatement après la sortie de l'université.	Développer des programmes de transition études-emploi : stages de pré-embauche, volontariat professionnel, contrats d'insertion et premier emploi.	Politique Nationale de l'Emploi ; Programme d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Jeunes ; Politique Nationale de Jeunesse.
L'insertion professionnelle dépend de facteurs multidimensionnels (formation, genre, territoire, réseaux, situation familiale).	Nécessité d'une approche intégrée de l'insertion professionnelle.	Renforcer la cohérence entre les politiques d'éducation, de formation, d'emploi, de jeunesse, de genre et de développement territorial.	PND / Référentiel National de Développement ; Politique Nationale de l'Emploi ; Politique Nationale de Jeunesse ; Politique Nationale Genre.

Source : Construit par l'auteur

5. Conclusion

L'approche analytique adoptée dans cette étude a permis de tirer les enseignements suivants : (i) l'adéquation de la formation est le facteur le plus déterminant de l'accès au premier emploi ; (ii) une meilleure correspondance entre compétences enseignées et besoins économiques augmente significativement l'employabilité des diplômés ; (iii) les femmes ont une probabilité significativement plus faible d'accéder à un premier emploi que les hommes ; (iv) la saturation des marchés urbains réduit les chances d'insertion des jeunes diplômés ; (v) les méthodes formelles de recherche d'emploi sont plus efficaces que le recours exclusif au capital social ; (vi) l'insertion professionnelle résulte de facteurs multidimensionnels nécessitant une approche intégrée.

La connaissance de ces facteurs a suscité trois axes de recommandations opérationnelles pour améliorer l'accès au premier emploi des diplômés : (i) améliorer l'adéquation formation–emploi, (ii) réduire les inégalités d'insertion liées au genre et au territoire et (iii) renforcer les dispositifs institutionnels d'accompagnement à l'emploi.

Toutefois, la prise en compte de dimensions complémentaires telles que les compétences numériques, les compétences comportementales, la qualité des emplois obtenus et l'évaluation des dispositifs publics d'insertion permettrait d'approfondir la compréhension des mécanismes d'employabilité. Le développement de recherches longitudinales et d'évaluations d'impact des politiques publiques apparaît ainsi nécessaire pour améliorer l'efficacité des interventions en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés au Burkina Faso.

6. Bibliographie

- **Béogo, J. (2025)**. *L'insertion professionnelle des jeunes au Burkina Faso : le système éducatif entre responsabilité et redevabilité. Enclume d'Ivoire, 12(2), 145–168.*
- **DGESS-MESRI (2020).** *Etude sur la durée moyenne d'obtention d'un premier emploi pour un sortant de l'enseignement supérieur*
- **Doumbouya, M., Bah, A. O., & Diallo, R. F. (2011)**. *Les déterminants de l'insertion socioprofessionnelle des diplômés des institutions d'enseignement supérieur guinéennes. Programme des subventions ROCARE pour la recherche en éducation.[Retrieved from].*
- **INSD (2023)**. *Enquête Nationale Semestrielle sur l'Emploi (ENES).*
- **INSD. (2024)**. *Note synthétique de l'Enquête Nationale de Base sur l'Emploi et le Secteur Informel (ENB-ESI). INSD.*
- **Kobré, A.-K. (2022).** *Insertion professionnelle des diplômés des universités publiques et privées au Burkina Faso : L'analyse des facteurs déterminants. Centre de recherche sur le travail et le développement (CRTD, EA4132)*
- **MESRI. (2022)**. *Annuaire statistique de la recherche scientifique*
- **Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi (2008)**. *Politique Nationale de l'Emploi*
- **Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (2019)**. *Stratégie Nationale de l'Emploi (SNE) et son plan d'action opérationnel*
- **Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (2008)**. *Politique Nationale d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels*
- **Traoré, Y. (2023)**. *Analyse des caractéristiques individuelles du chômage des jeunes en milieu urbain au Burkina Faso : Influence du diplôme et de l'âge ». Revue Française d'Economie et de Gestion, Volume 4(Numéro 4), pp : 620-640.*
- **Zerbo, A. (2014)**. *Impact de l'inadéquation formation-emploi sur le chômage : Un modèle d'analyse. 17.*

7. Annexes

```
. logistic Premier_emploi i.Sexe i.Situa_Matri i.job_recherche i.Region_2 i.Formation_adap i.Filier_2 i.Type_menage i.Placement
> _programm Formation_extra i.Grp_Age

Logistic regression                             Number of obs     =      1,648
                                                LR chi2(22)       =     880.03
                                                Prob > chi2       =     0.0000
Log likelihood = -624.60542                     Pseudo R2         =     0.4133
```

Premier_emploi	Odds Ratio	Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf.	Interval]
Sexe						
Femme	.5317838	.0851794	-3.94	0.000	.3885013	.7279101
Situa_Matri						
Marié	1.18295	.4439299	0.45	0.654	.5669346	2.468311
Union libre	1.131982	.4734781	0.30	0.767	.49866	2.569653
job_recherche						
Capital social	.4484203	.0681839	-5.27	0.000	.3328565	.6041066
Region_2						
Centre	.4479003	.0781742	-4.60	0.000	.3181391	.6305879
HAUTS-BASSINS	.4043651	.1174106	-3.12	0.002	.2288867	.7143758
Formation_adap						
Oui_Adaptée	79.06774	24.7952	13.94	0.000	42.76291	146.1946
Non_Surqualifié	39.52257	13.57438	10.71	0.000	20.16009	77.48147
Non_Sousqualifié	26.5411	16.73571	5.20	0.000	7.712345	91.33794
Filier_2						
Mathématiques et sciences	3.185917	1.97929	1.87	0.062	.9427902	10.76599
Sciences humaines et droit	4.300973	2.302932	2.72	0.006	1.505898	12.28395
Lettre et art	13.86375	9.087141	4.01	0.000	3.836649	50.09677
Pluri-techno_Product_profesionnelle	1.301253	.7511446	0.46	0.648	.4197665	4.03381
Tertière	4.72044	2.659091	2.75	0.006	1.564907	14.2389
Type_menage						
Couple sans enfant	1.223579	.576163	0.43	0.668	.4862005	3.079276
Couple avec enfant	1.224255	.4746011	0.52	0.602	.5726518	2.617298
Famille élargie	.5907302	.1094996	-2.84	0.005	.4107786	.8495141
Placement_programm						
Non	9.486474	8.712971	2.45	0.014	1.567863	57.39864
Formation_extra	1.449977	.1388415	3.88	0.000	1.201863	1.749312
Grp_Age						
24 à 29 ans	1.827695	.5285748	2.09	0.037	1.036892	3.221615
30 à 34 ans	3.412807	1.046349	4.00	0.000	1.871276	6.224233
35 à 39 ans	9.986333	8.736634	2.63	0.009	1.797731	55.47374
_cons	.032035	.0357749	-3.08	0.002	.0035896	.2858905

```
Note: _cons estimates baseline odds.

. lroc

Logistic model for Premier_emploi

number of observations =      1648
area under ROC curve   =    0.9011
```

CAPES

Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

(+226) 25 37 43 55
courrier@capes.bf
www.capes.bf

Scannez ce code QR et accédez
à l'ensemble de nos policy papers

Le savoir au service du développement !